

## WEBINAIRE

# LES ODD AU-DELÀ DE 2030

14 FÉVRIER 2023  
14H00 – 17H00 (CET)

Évènement bilingue  
(français / anglais) avec  
interprétation simultanée

Inscription obligatoire  
<https://cutt.ly/yM1zaQA>



Il s'agit du quatrième webinaire d'une série prévue tout au long de l'année 2023 pour célébrer le 150<sup>ème</sup> anniversaire de l'Association de droit international (ADI).

Ce webinaire discutera du Livre Blanc consacré aux ODD au-delà de 2030. Il sera l'occasion de dresser le constat, cerner les défis concernant les ODD et imaginer un nouveau système juridique international pour la soutenabilité.

Le Livre Blanc est disponible ici : <https://www.ilaparis2023.org/livres-blancs/les-odd-au-dela-de-2030/>

Présidence : **Pedro Conceição**, Directeur, Human Development Report Office du PNUD

Introduction : **Sabrina Robert-Cuendet**, Université du Mans

### Oratrices et Orateurs

**Roberto Bissio**, Social Watch Coordinator

**Patricia Kameri-Mbote**, Directrice, Département juridique, UNEP

**Ahtesham R. Khan**, Head Tax for SDGs, UNDP

**Ralf Michaels**, Directeur, Institut Max Planck, Hambourg

**Belinda Reyers**, Professeur, Université de Pretoria, Afrique du Sud

**Emma Ursich**, Group Head of Corporate Identity and The Human Safety Net, Generali

**Julie Vallat**, Vice-Présidente Droits de la personne humaine, L'Oréal

## Présidence



**Pedro Conceição (Portugal)** est Directeur du Bureau du Rapport sur le développement humain, PNUD, et auteur principal du Rapport sur le développement humain.

Auparavant, Pedro a occupé le poste de directeur des politiques stratégiques au Bureau d'appui aux politiques et aux programmes (depuis octobre 2014), et celui d'économiste en chef de l'Unité consultative stratégique au Bureau régional pour l'Afrique (depuis le 1er décembre 2009). Avant cela, il a été directeur du Bureau des études de développement (ODS) de mars 2007 à novembre 2009 et directeur adjoint de l'ODS d'octobre 2001 à février 2007. Ses travaux sur le financement du développement et sur les biens publics mondiaux ont été publiés par Oxford University Press dans des ouvrages qu'il a codirigés (*The New Public Finance : Responding to Global Challenges*, 2006 ; *Providing Global Public Goods : Managing Globalization*, 2003).

Il a publié des articles sur les inégalités, l'économie de l'innovation et du changement technologique, et le développement dans de nombreuses revues dont l'*African Development Review*, *Review of Development Economics*, *Eastern Economic Journal*, *Ecological Economics*, *Environmental Economics and Policy Studies*, *Food Policy*, et *Technological Forecasting and Social Change*. Il a coédité plusieurs ouvrages, dont : *Innovation, Competence Building, and Social Cohesion in Europe- Towards a Learning Society* (Edward Elgar, 2002) et *Knowledge for Inclusive Development* (Quorum Books, 2001).

Avant de rejoindre le PNUD, il était professeur adjoint à l'Instituto Superior Técnico de l'Université technique de Lisbonne, au Portugal, où il enseignait et faisait des recherches sur les politiques en matière de science, de technologie et d'innovation. Il est titulaire d'un diplôme en physique de l'Instituto Superior Técnico ainsi qu'en économie de l'Université technique de Lisbonne et d'un doctorat en politique publique de la Lyndon B. Johnson School of Public Affairs de l'Université du Texas à Austin, où il a étudié grâce à une bourse Fulbright.

## Introduction

**Sabrina Robert (France)** est Professeur de droit international à Le Mans Université. Elle dirige le centre de recherche Thémis-UM et est membre associé de l'Institut de recherche en droit international et européen de l'Ecole de droit de la Sorbonne. Elle est membre de la branche française de l'Association de droit international, de la Société française pour le droit international et de la Société française pour le droit de l'environnement.

Elle est spécialisée en droit international économique et en droit de l'environnement. Elle a publié et donné de nombreuses conférences dans les domaines du droit international des investissements, du droit du commerce international et sur le sujet de l'interaction entre ces deux domaines et le droit de l'environnement. Ces dernières années, elle travaille plus particulièrement sur le droit du climat et la contribution du droit international économique à la transition environnementale.



## Oratrices et Orateurs



**Roberto Bissio (Uruguay)** coordonne le secrétariat de Social Watch.

Il est co-rédacteur de Global Policy Watch et membre du Comité international du 17 octobre (journée de l'éradication de la pauvreté). Il a été membre du groupe consultatif de la société civile auprès de l'administrateur du PNUD et écrit régulièrement sur les questions de développement en tant que chroniqueur.

**Patricia Kameri-Mbote (Kenya)** est directrice de la division juridique du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Auparavant, Patricia était directrice de recherche fondatrice du Centre international de recherche sur le droit de l'environnement (IELRC), et a été directrice de programme pour l'Afrique pendant plus de 20 ans.

Patricia possède une connaissance et une expérience approfondies du droit de l'environnement acquises aux niveaux local, national, régional et international. Elle a été consultée par le PNUE pour l'examen de programmes, d'instruments juridiques et de règles d'engagement des grands groupes. Elle est engagée dans le Programme de droit de l'environnement de Montevideo depuis 2007 et est membre du conseil d'administration du Conseil international du droit de l'environnement (CIDE).

Patricia est membre du Senior Counsel Bar au Kenya et a été professeur de droit à la faculté de droit de l'Université de Nairobi, où elle a enseigné pendant plus de 30 ans et a été doyenne. Elle a également enseigné le droit de l'environnement à l'université du Kansas, à l'université du Zimbabwe et à l'université de Stellenbosch. Elle a été présidente de l'Association of Environmental Law Lecturers in African Universities, et a contribué au développement d'initiatives similaires pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient et pour les juges.





**Ahtesham R. Khan (Inde)** est chef de projets au sein du Finance Sector Hub, PNUD, et gère l'Initiative IISF pour le compte du PNUD.

Il possède une expérience étendue dans les domaines de la politique budgétaire, de l'administration fiscale et de la mobilisation des ressources intérieures. En tant que chargé de mission spéciale auprès du ministère des Finances de l'Inde, Ahtesham R. Khan a pris part aux négociations sur le BEPS et travaillé sur les procédures d'arbitrage fiscal.

Il a été Directeur adjoint de l'administration fiscale indienne, et a enquêté à ce titre sur des affaires de flux financiers illicites et de fraude fiscale internationale. En sa qualité de Commissaire adjoint, il a réalisé des vérifications fiscales et traité de questions complexes ayant trait à la législation fiscale. Il a également travaillé sur le projet relatif aux marchés obligataires en monnaie locale de la Banque mondiale et sur le manuel de fiscalité des industries extractives des Nations Unies (Handbook on Taxation of the Extractive Industries) publié par le Bureau du financement du développement durable, DAES des Nations Unies.

Au PNUD, il dirige les travaux de l'initiative « Tax for SDGs » du Sustainable Finance Hub, qui vise à aider les pays à renforcer leurs capacités fiscales, à lutter contre les flux financiers illicites et à assurer la cohérence des politiques fiscales afin d'augmenter les ressources nationales, de parvenir à une croissance durable et d'établir des sociétés équitables.

Diplômé en ingénierie électrique, M. Khan est titulaire d'un double master en fiscalité et droit du travail de l'Université NALSAR, Inde, et d'un master en administration publique, avec spécialisation en analyse politique et économique avancée de la School of International and Public Affairs, de l'Université de Columbia. Il est lauréat de la prestigieuse Bourse d'études Japon/Banque mondiale.

**Ralf Michaels (Allemagne)** est directeur à l'Institut Max Planck de droit privé comparé et international à Hambourg, en Allemagne, titulaire de la chaire de droit global à l'Université Queen Mary de Londres et professeur de droit à l'Université de Hambourg. Jusqu'en 2019, il était professeur Arthur Larson à la faculté de droit de l'Université Duke ; il a également été professeur invité aux Universités de Paris II Panthéon-Assas, Princeton, Pennsylvanie, Toronto et Tel Aviv, ainsi qu'à la London School of Economics. Michaels est titulaire d'un LL.M. de l'Université de Cambridge et d'un doctorat en droit de l'Université de Passau. Il a publié de nombreux articles sur le droit international privé, le droit comparé et la théorie du droit. Ses recherches actuelles portent sur le droit comparé décolonial, les conflits réglementaires, les fondements théoriques du droit international privé et la pluralité juridique mondiale. M. Michaels est membre de l'Academia Europaea, de l'American Law Institute, de l'International Association of Comparative Law et des associations de droit comparé des États-Unis, d'Allemagne et de France.



**Belinda Reyers (Afrique du Sud)** est Professeur de sciences de la durabilité à l'Université de Pretoria, Afrique du Sud (Centre d'études environnementales). Elle est également chercheur affilié à l'Institut Beijer d'économie écologique de l'Académie royale des sciences de Suède. Le professeur Reyers s'efforce d'établir un lien entre la recherche sur les systèmes socio-écologiques et la pratique du développement durable afin de contribuer à la compréhension et à la capacité nécessaires pour relever les défis de développement complexes auxquels l'Afrique du Sud est confrontée.

**Emma Ursich (Italie)** est Secrétaire Générale de The Human Safety Net Foundation et Head of Corporate Identity du Groupe Generali.

Emma a passé une vingtaine d'années dans le domaine de la gestion de la réputation, des médias, des parties prenantes et de l'engagement communautaire. Tout au long de ses travaux, Emma a suivi sa conviction que l'image d'une entreprise dépend de sa capacité à donner vie à son objectif.

En redirigeant la stratégie philanthropique de Generali à travers le groupe d'initiative the Human Safety Net, Emma a permis à Generali de faire passer son engagement auprès de sa communauté dans une nouvelle sphère. Dans ce rôle, Emma a dirigé le développement de programmes ambitieux visant à s'attaquer à certains des principaux problèmes sociodémographiques des communautés de Generali en se concentrant sur la mobilité sociale et la migration.

A Venise, Emma coopère avec différentes institutions pour développer un nouveau pôle d'innovation sociale, hébergé par la Procuratie Vecchie de Generali, qui mobilise des experts, des ONG et la société civile pour s'attaquer aux questions liées au potentiel humain et à l'égalité des chances.

Avant de rejoindre Generali en 2006, elle a travaillé dans le domaine du conseil et a conseillé des entreprises et institutions nationales et multinationales en matière de gestion de leur réputation, des crises et des problèmes dans différents secteurs, des biens de consommation à la finance, en passant par la logistique et le domaine pharmaceutique et biomédical.

Emma est titulaire d'un BA Honours et d'un MA en études orientales, chinois de l'Université d'Oxford. Elle est membre du conseil d'administration de Social Impact Agenda per l'Italia ; membre du conseil de gestion de la Capitale mondiale du développement durable de Venise ; membre du Braintrust de la Fondation pour l'innovation du groupe Adecco ; membre du comité directeur du Fonds des réseaux régionaux pour la petite enfance ; membre du comité consultatif de l'initiative d'entreprise de l'EVPA.



**Julie Vallat (France)** est Vice-Présidente des Droits de la personne humaine chez L'Oréal.

Avant de rejoindre L'Oréal, Julie Vallat a travaillé comme conseillère juridique pour des organisations à but non lucratif, telles que Médecins du Monde, contre la traite des êtres humains.

Elle a également travaillé à partir de 2004 comme conseillère juridique pour le ministère français de la Justice où elle était en charge de l'application des traités internationaux, notamment des conventions de La Haye contre les enlèvements d'enfants et de la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale.

A partir de 2006, elle a été avocate à Paris au sein du cabinet Veil Jourde et associés, spécialisée dans les droits de l'homme et le droit international, notamment sur les questions relatives au Myanmar.

Durant dix ans, de 2009 à 2019, Julie Vallat a été responsable des droits de l'homme chez Total où elle a dirigé une équipe de juristes afin d'assurer le respect des droits de l'homme et de gérer les risques socio-environnementaux dans des environnements complexes en élaborant des solutions innovantes pour permettre la conformité aux standards de l'ONU.

En juin 2019, elle a rejoint L'Oréal en tant que Vice-présidente des droits de la personne humaine. Elle dirige au sein de l'équipe Sustainability un réseau de représentants des droits de l'homme dans différents marchés du monde où opère L'Oréal. L'objectif est de cartographier les problèmes en matière de droits de l'homme, d'identifier les sujets émergents et de mettre en œuvre des plans de remédiation appropriés.

